

1 La croissance, présentation d'un processus complexe

Repères : une boîte à outils très pratique (cartes, chronologies, tableaux ou graphiques) pour appréhender encore plus facilement les connaissances et idées de ce chapitre.

REPÈRES

Document 1.1 Mesure de la croissance, les principales contributions

Richard Stone et James Meade : auteurs d'un livre blanc publié en 1941, ils ont élaboré à la demande du Parlement anglais le premier système d'enregistrement méthodique de toutes les opérations, c'est-à-dire le premier système de comptabilité nationale dont dérivent tous les agrégats habituels de mesure de l'activité économique.

Wassily Leontief : il a élaboré le tableau des entrées-sorties qui quantifie les échanges entre les branches de l'appareil productif américain et qui permet de ce fait d'en analyser la structure.

Amartya Sen : concepteur de l'indicateur de développement humain (IDH*), il a développé une approche critique des principaux agrégats fournis par la comptabilité nationale.

Kirk Hamilton : au sein de la Banque mondiale*, il a conceptualisé la notion d'épargne ajustée nette ou d'épargne véritable. Cet indicateur de développement durable mesure l'évolution dans le temps de la richesse des nations, en prenant en compte la diminution et la dégradation de l'environnement, la dépréciation des actifs produits et les investissements en capital humain.

William Rees : il est à l'origine de la notion d'empreinte écologique que l'OCDE* définit comme la « mesure en hectare de la superficie biologiquement productive nécessaire pour pourvoir aux besoins d'une population humaine de taille donnée ».

Document 1.2 Astuce

Pour calculer le temps de doublement d'un phénomène dont on connaît le taux de croissance, on peut appliquer la règle commode suivante :

70 divisé par le taux de croissance = temps de doublement

À titre d'illustration, si une grandeur croît de 7 % par an, il lui faut dix ans pour doubler ($70 \div 7 = 10$).

Dans les commentaires des journalistes comme dans les déclarations des responsables politiques, la croissance est devenue une sorte de *leitmotiv* parfois proche de l'incantation. Elle se situe aussi au cœur des préoccupations quotidiennes de tous, dans la mesure où elle conditionne le pouvoir d'achat et l'emploi. Désormais perçue comme un phénomène allant presque de soi, on s'inquiète dès qu'elle faiblit ou change de signe. Relevant de mécanismes complexes, ce processus n'a pourtant rien d'évident, comme le révèle un premier effort pour le définir, le caractériser, le mesurer et repérer les conditions les plus favorables à son déroulement.

I. La définition et les caractéristiques de la croissance

A. DÉFINIR ET SITUER DANS LE TEMPS

1. Définir

En 1961, dans *L'Économie du XX^e siècle*¹, François Perroux définit la croissance comme « l'augmentation soutenue (...) d'un indicateur de dimension ; pour la nation : le produit global brut ou net, en termes réels ». Il l'assimile donc à une amélioration purement quantitative. Dans son ouvrage, le développement désigne en revanche « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global ». Bien que distincts, ces deux phénomènes sont cependant liés car, précise l'auteur, « aucune croissance observée n'est homothétique ; la croissance s'opère dans et par des changements de structure ».

Ces deux dimensions, quantitative et qualitative, sont présentes et s'entrecroisent dans la notion de croissance économique moderne mise en avant par Simon Kuznets. Dans son discours de réception du prix Nobel en décembre 1971², il avance que « la croissance économique d'un pays peut être définie comme une hausse de long terme de sa capacité d'offrir à sa population une gamme sans cesse élargie de biens économiques ; cette capacité croissante est fondée sur le progrès technique et les ajustements institutionnels et idéologiques qu'elle requiert. Ces trois composantes de la définition, gamme croissante, progrès technique et ajustement, revêtent la même importance. L'augmentation constante de l'offre de biens est le résultat de la croissance économique, mais elle lui est identifiée. »

2. Situer le processus dans le temps

La croissance économique désigne donc un processus d'augmentation continue du volume de la production de biens et de services, et s'accompagne de leur diversification illimitée. Ce processus qui dure depuis la révolution industrielle* a permis de faire reculer sans cesse le mur de la rareté. Il paraît désormais irréversible et d'autant plus souhaitable qu'il permet de créer de l'emploi et d'assurer la progression des niveaux de vie.

À l'échelle historique, une telle évolution de nos sociétés est pourtant récente : selon les estimations d'Angus Maddison³, le PIB* mondial aurait crû en moyenne annuelle de 0,33 % entre 1500 et 1820. Mais entre 1820 et 1992, ce chiffre passe à 2,17 % par an : il est donc multiplié par plus de 8. Il ne s'agit que d'ordres de grandeur. Ils n'en sont pas moins éclairants. Avec un taux de croissance de 0,33 %, il faut près de 250 ans à une grandeur pour doubler. S'il s'élève à 2,17 %, un peu plus de trente ans suffisent. En outre, cette dernière valeur est supérieure à la vitesse d'accroissement du nombre des hommes et autorise donc la hausse durable et significative du PIB* par tête.

B. CARACTÉRISER

Dans son discours de réception à l'Académie Nobel, Simon Kuznets précise ce que recouvre sa conception de la croissance, en indiquant que les deux premières caractéristiques du processus sont des taux élevés de croissance du produit par tête et de la population d'une part, de la productivité d'autre part. À titre de troisième caractéristique, il évoque un rythme rapide des transformations structurelles de l'économie en citant en particulier les transferts de main-d'œuvre du primaire vers le secondaire et le tertiaire, la concentration des entreprises, l'extension du salariat et les mutations de la structure de la consommation. Il poursuit son énumération de la manière suivante :

« Quatrième caractéristique : mutations rapides des structures sociales et de l'idéologie qui leur est apparentée. L'urbanisation et la laïcisation viennent aisément à l'esprit comme éléments du processus de modernisation décrit par les sociologues.

Cinquième : par leurs pouvoirs techniques accrus, en particulier les moyens de transport et de communication (à la fois pacifiques et militaires), les pays économiquement développés ont tendance à s'étendre au reste du monde ; ils modèlent ainsi un seul monde, ce qui n'a jamais existé aux ères prémodernes.

Sixième caractéristique : malgré cet impact planétaire partiel, la diffusion de la croissance économique moderne est limitée ; les trois quarts de la population mondiale sont encore très au-dessous des niveaux minima accessibles grâce au potentiel technique moderne. »

Du texte de Kuznets, il ressort que la croissance économique moderne est un phénomène qui va bien au-delà de l'augmentation des quantités produites et que la difficulté pour les économistes est de rendre compte non pas de la croissance du PIB* global, mais de celle du PIB* par tête.

II. La mesure de la croissance et les difficultés qu'elle soulève

A. LES AGRÉGATS DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE

La mesure de la croissance s'appuie sur un ensemble de concepts et de techniques mises en œuvre par les spécialistes de la comptabilité nationale, qui est une représentation globale, détaillée et chiffrée de l'économie nationale dans un cadre comptable.

C'est dans ce cadre que sont calculés les principaux agrégats, c'est-à-dire les principales grandeurs significatives de l'économie nationale considérée comme un tout : le produit intérieur brut (PIB*), le produit national brut (PNB*), l'investissement des entreprises (ou formation brute de capital fixe), le revenu disponible* des ménages, leur consommation, etc.

Indicateur le plus usité, le produit intérieur brut, qui est l'ensemble des richesses produites chaque année dans une économie donnée, est égal à la somme de toutes les valeurs ajoutées (optique de la production), ainsi qu'à la somme de tous les revenus distribués (optique de la répartition) et à la somme de tous les emplois possibles des ressources créées par les agents résidents (optique de la dépense).

Au plan conceptuel, les principales contributions qui ont rendu possible, puis amélioré la mesure et la comparaison des performances des différentes économies en termes de croissance sont recensées dans le document 1.1.

Au plan pratique, les calculs de la comptabilité nationale sont soumis à de multiples contraintes. Il s'agit d'enregistrer de manière cohérente une très grande quantité d'informations. Cela suppose en particulier de séparer dans la mesure de la production ce qui relève de la variation des quantités et ce qui ressort de la variation des prix. Pour ce qui est de la variation des prix, il faut arriver à distinguer ce qui est justifié par l'amélioration de la qualité des produits, et ce qui ressort de l'inflation* pure et simple. La question est alors de savoir si le calcul de l'indice des prix à la consommation* repose sur des bases techniquement fiables. Il faut que ce soit le cas pour que les mesures opérées par la comptabilité nationale soient opérationnelles et permettent de bien distinguer les évolutions en valeur (ou nominales) des évolutions en volume (ou réelles).

Ce type de difficulté a été mis en valeur par les travaux de la commission Boskin aux États-Unis (voir le Focus n°1 de ce chapitre).

B. LES LIMITES DES INDICATEURS HABITUELS

Outre ces critiques méthodologiques, la comptabilité nationale fait l'objet d'interrogations de fond sur la signification des mesures qu'elle produit et en particulier de son indicateur pivot, le PIB*, qui reste à ce jour la référence pour juger des progrès d'une société. Or, il ne prend en considération ni l'état de l'environnement, ni l'éventail des inégalités sociales et ne peut donc prétendre rendre compte du niveau de bien-être d'une nation.

Pour répondre à ces interrogations, l'adoption de l'indicateur de développement humain (IDH*) par le PNUD* en 1991 marque une première avancée.

Pour aller plus loin, le Président Nicolas Sarkozy a décidé la création d'une Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social. Elle s'est réunie pour la première fois en avril 2008 dans le but d'identifier les limites du PIB* comme indicateur de performance économique et de progrès social, d'examiner quel supplément d'information est nécessaire pour produire une image plus pertinente, de discuter quelle en serait la présentation la plus appropriée, et de vérifier la faisabilité des instruments de mesure proposés. Elle a remis son rapport en septembre 2009 (voir le Focus n°2 de ce chapitre)

III. L'économie de marché, cadre de la croissance des pays développés

A. DES MARCHÉS À L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

L'existence de marchés (au pluriel) est très ancienne. Elle n'a rien à voir avec l'économie de marché (au singulier) qui se met en place avec la révolution industrielle* et succède à des organisations de l'économie régulées par l'autorité et/ou par la tradition, mais non par l'échange marchand.

L'économie de marché est le système d'organisation économique et sociale qui prévaut aujourd'hui dans les pays développés et qui a fini par triompher d'un système concurrent, l'économie planifiée, lorsque l'URSS a implosé en 1991. Il s'est imposé à travers l'avènement du capitalisme qui se confond désormais avec l'économie de marché, dans la mesure où les décisions des agents privés, qu'ils soient producteurs ou consommateurs, y sont en général coordonnées par l'échange marchand décentralisé. Les caractéristiques principales du capitalisme sont :

- la propriété privée des moyens de production ;
- la séparation de ceux qui possèdent ces moyens et de ceux qui les mettent en œuvre, ce qu'exprime très clairement la définition qu'en donne Proudhon dès 1850 : « Régime économique et social dans lequel les capitaux, source de revenu, n'appartiennent pas en général à ceux qui les mettent en œuvre par leur propre travail » ;
- une dynamique d'accumulation du capital productif motivée par la recherche du profit ;
- une formidable capacité de résistance invalidant les sombres pronostics de Marx prédisant sa chute. Cette résilience est fondée sur son aptitude à se nourrir d'un flux continu d'innovations. Elle est aussi liée à l'intervention des États qui ont été à même de mettre en œuvre des politiques publiques correctrices et de susciter les ajustements institutionnels nécessaires.

B. REGARDS SUR L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Au plan conceptuel, l'économie de marché a fait l'objet de différentes approches qui se complètent ou s'opposent.

1. Un système « naturel » : l'analyse de Smith (1723-1790)

Dans *La Richesse des nations*⁴ (1776), Adam Smith esquisse le « système simple et facile de la liberté naturelle ». Il tient pour un fait de nature que la lutte des hommes pour faire face à la rareté n'est pleinement efficace que dans un contexte de liberté des échanges des biens, des services et des facteurs de production que sont la terre ou le travail.

Il avance que tous les individus sont avant tout guidés par leur intérêt personnel : « Nous n'attendons pas notre dîner de la bienveillance du boucher, du marchand de bière ou du boulanger, mais bien de la considération qu'ils ont de leur propre intérêt ».

Et pourtant, si le contexte est concurrentiel, les motifs égoïstes des hommes interagissent pour produire le plus inattendu des résultats, à savoir l'harmonie sociale. Pour exprimer cette idée, il utilise l'image de la « main invisible » : « En cela comme en beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions » (*La Richesse des nations*, Livre IV, chap. 2)

Il faut noter :

- que son apologie du marché avec un grand M intervient dans un contexte de très forte réglementation des échanges et des activités léguée par la politique mercantiliste* ;
- que son approche fonde un libéralisme admettant que certaines missions soient assurées par l'État, et non par le marché ;
- que dans ses raisonnements, les prix de marché ne peuvent s'écarter durablement de la valeur fondamentale des biens, qualifiée de « prix naturel ». Pour assurer le bon fonctionnement de l'économie, ce qui compte c'est moins la variation des prix qui est toujours bornée à la hausse comme à la baisse, que la concurrence et la liberté d'entreprendre.

2. Un système institué : l'analyse de Karl Polanyi (1886-1964)

Dans *La Grande transformation*⁵ (1944), cet auteur a montré toutes les implications de la mise en œuvre d'un système où l'ensemble des processus économiques est régi par les seules lois du marché, c'est-à-dire celles de l'offre et de la demande.

Un tel système impose une situation où existent des marchés pour tous les éléments de la production, qu'il s'agisse de la terre, du travail et de la monnaie, et où tous les revenus sont issus du marché.

En devenant une sphère autonome régie par ses propres lois, l'économie s'est désencastrée de la société. Polanyi qualifie ce système « d'autorégulateur ». Il montre que sa mise en place conduit à la destruction des dispositifs traditionnels de protection des individus et laisse ces derniers sans défense face à des mécanismes marchands impersonnels et aveugles.

Ainsi, la suppression au Royaume-Uni des anciennes lois sur les pauvres en 1834 a fait naître un marché du travail libre, c'est-à-dire non réglementé, plaçant les travailleurs dans une situation de forte précarité. L'économie de marché, que Polanyi qualifie de « fabrique du Diable », est alors apparue dans toutes ses dimensions à l'issue d'un processus historique et politique qui n'a rien de « naturel ».

3. Un « ordre spontané » : l'analyse de Hayek (1899-1992)

Selon Hayek, les processus de marché sont inscrits dans l'ordre des choses, à la différence de Polanyi pour qui ils sont institués. Les prix qui se forment sur le marché agissent comme des signaux orientant les comportements des agents et déterminant ce qui doit être produit, comment le produire et en quelle quantité. Si on laisse jouer ces mécanismes, si on observe ces signaux, cela débouche spontanément sur un ordre et non sur le chaos. Sa notion « d'ordre spontané » est dans la droite ligne de la métaphore de la main invisible. Cet ordre est supérieur à tout autre en termes d'efficacité. Quant à la justice sociale, elle ne saurait être un objectif, sous peine de s'engager sur « la route de la servitude »⁶ (titre de son ouvrage de 1944). Si le gouvernement cherche à corriger les effets jugés indésirables du fonctionnement de ces règles du jeu, il est amené peu à peu à contrôler toute la vie de la société et à supprimer les libertés fondamentales. Hayek a donc argumenté en faveur d'un libéralisme radical et intransigeant, niant quasiment toute légitimité à l'action de l'État dans la sphère de l'économie.

4. Un système qui n'a pas la capacité de s'autoréguler : la position de Keynes

John Maynard Keynes (1883-1946), illustre auteur de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*⁷ (1936), s'attache au contraire à démontrer que l'économie de marché n'a pas la capacité de s'autoréguler. Il en découle une analyse qui justifie des interventions des pouvoirs publics dans le domaine économique et social.

Cette analyse sert de fondement aux différentes formes « d'économie mixte » mises en œuvre dans les Pays développés à économie de marché (PEM). Dans l'optique de Keynes, les mécanismes de l'échange marchand restent les ressorts fondamentaux de la dynamique économique. Mais il faut les encadrer par des mesures qui en corrigent les effets les plus néfastes et en complètent les lacunes. Si le marché doit rester au cœur du système économique, il faut en compléter les mécanismes en instituant à sa périphérie des protections mettant en œuvre d'autres principes de coordination et de régulation des activités.

En revanche, rejetant toute problématique réformiste, le courant initié par K. Marx (1818-1883) prône l'éradication complète des mécanismes marchands et leur remplacement par une planification autoritaire et centralisée des activités.

Conclusion

L'économie de marché peut-elle faire face à la crise écologique qui menace et relever le défi d'une croissance durablement soutenable ? C'est au regard de ces interrogations que la question de la pertinence des indicateurs de mesure prend toute son importance.

Jusqu'alors, ils ont orienté l'action des pouvoirs publics dans un sens productiviste : obtenir le maximum de croissance tout en minimisant les déséquilibres conjoncturels selon une optique essentiellement nationale, peu coopérative et qui devient contre-productive.

Dans nos sociétés riches où le PIB* par habitant a déjà atteint un niveau élevé, se manifestent en effet de nouvelles préoccupations. On y prend conscience du fait que la recherche d'une progression perpétuelle du niveau de la production a un prix et se heurte à des limites. Son coût apparaît croissant pour des avantages de plus en plus discutés en termes de satisfaction des habitants. Les enquêtes montrent, en effet, que le PIB* peut augmenter sans que la majorité des citoyens ait l'impression de vivre mieux. De plus en plus, l'accent est donc mis sur d'autres dimensions, en particulier sociales et environnementales. La définition de nouveaux points de repère peut contribuer à mieux répondre à ces préoccupations, à influencer les comportements et à orienter les décisions publiques dans un sens favorable à la soutenabilité* de la croissance et à la coopération des nations.

Cela n'est pas exempt de dangers et de difficultés : si la politique économique se fixe pour objectif de maximiser une fonction de bien-être collectif, qui définit ce qu'est le bien-être collectif sachant qu'on ne peut l'inférer de la somme des préférences individuelles (paradoxe de Condorcet*, théorème d'impossibilité d'Arrow*) ? D'où le danger d'une nouvelle forme de dirigisme.

On peut aussi prévoir qu'il sera difficile de mettre d'accord tous les pays sur la définition de ces nouveaux indicateurs. Or, sans leur adoption au niveau mondial, leur refonte n'a guère de sens.